

## **SAUMUR AGGLOGIE**

**Groupement d'Intérêt Économique**

**Siège : 201 Bd Jean Moulin 49400 SAUMUR**

### **CONTRAT CONSTITUTIF**

- **SOCIETE SAUMUR AGGLOPROPRETE, société anonyme nationale à conseil d'administration**, au capital de 100.000 €, dont le siège social est 201 Bd Jean Moulin 49400 SAUMUR, enregistrée au RCS d'Angers, sous le n° B 794 885 913  
Représentée par [X],
- **SOCIETE SAUMUR AGGLOBUS, société anonyme nationale à conseil d'administration**, au capital de 38.112,25 €, dont le siège social est 28 Pl de La Gare de l'Etat 49400 SAUMUR, enregistrée au RCS d'Angers, sous le n° B 313 089 013  
Représentée par [X],
- **SOCIETE SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME, société anonyme nationale à conseil d'administration**, au capital de 288.000 €, dont le siège social est 8 Bd Quai Carnot 49400 SAUMUR, enregistrée au RCS d'Angers, sous le n° B 829 887 124  
Représentée par [X],
- **SOCIÉTÉ AGGLO-ENVIRONNEMENT (SEMA-E), société anonyme nationale à conseil d'administration**, au capital de 245.000 €, dont le siège social est 201 Bd Jean Moulin 49400 SAUMUR, enregistrée au RCS d'Angers, sous le n° B 484404470  
Représentée par [X],

**Ont établi ainsi qu'il suit le contrat constitutif d'un Groupement d'Intérêt Économique devant exister entre eux.**

## **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé entre les soussignés et toutes autres personnes morales qui seraient ultérieurement admises comme membres ou dont l'adhésion viendrait à être acceptée par la suite, un Groupement d'Intérêt Économique (G.I.E.) (ci-après le « **Groupement** »), régi par les articles L. 251-1 et suivants du Code de commerce et tous textes pris pour leur application ainsi que par le présent contrat (ci-après le « **Contrat** ») et, le cas échéant par le règlement intérieur (ci-après le « **Règlement Intérieur** ») visé à l'article 26 ci-après qui complète le Contrat.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

En vue de faciliter et de développer l'activité économique de ses membres, le Groupement a pour objet de mettre en commun les moyens utiles et nécessaires à l'exercice de l'activité de chacun des membres, notamment sur le plan des ressources humaines et matérielles.

Dans ce cadre, le Groupement pourra notamment :

- constituer toutes ressources fonctionnelles susceptibles d'être mutualisées dans le domaine, notamment, des ressources humaines, hygiène sécurité, administratifs juridiques et achats, finances, comptabilité, systèmes d'informations et numérique, gestion de la vie sociale (CA, AG...), etc.,
- mettre à disposition de ses membres des moyens communs, matériels et humains,
- contracter au moyen de procédures appropriées avec toute personne physique ou morale pour apporter des moyens à ses membres,
- effectuer des mises à disposition réciproques de moyens opérationnels.

L'activité du Groupement devra obligatoirement se rattacher à l'activité économique de ses membres et conserver un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci.

## **ARTICLE 3 – DÉNOMINATION**

La dénomination du Groupement est : **Saumur AggloGie**

Dans tous les actes et documents émanant du Groupement et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, cette dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots "Groupement d'Intérêt Économique" ou du sigle "G.I.E.", et de l'énonciation du lieu et de son numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

## **ARTICLE 4 - SIÈGE**

Le siège du Groupement est fixé : **201 Bd Jean Moulin 49400 SAUMUR**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des membres du Groupement statuant dans les conditions fixées à l'article 19 ci-après.

### **ARTICLE 5 - DURÉE**

La durée du Groupement est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **ARTICLE 6 - CAPITAL**

Le Groupement est constitué sans capital.

Toutefois, l'assemblée générale extraordinaire des membres du Groupement statuant dans les conditions fixées à l'article 19 ci-après peut décider de la création d'un capital. Par la même décision, elle fixe les conditions de souscription et de libération des parts, ainsi que les conditions d'augmentation et de réduction du capital.

### **ARTICLE 7 – PARTS D'INTÉRÊT**

**7.1** Le Groupement étant constitué sans apport et sans capital, chaque membre est titulaire d'une part d'intérêt.

Ainsi, les droits des membres sont représentés par quatre (4) parts d'intérêt sans valeur nominale attribuées à chacun d'eux comme suit :

- |   |               |
|---|---------------|
| - <b>SAUMUR AGGLOPROPRETE :</b><br>Numérotée 1              | <b>1 part</b> |
| - <b>SAUMUR AGGLOBUS :</b><br>Numérotée 2                   | <b>1 part</b> |
| - <b>SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME</b><br>Numérotée 3        | <b>1 part</b> |
| - <b>SOCIÉTÉ AGGLO-ENVIRONNEMENT (SEMAE)</b><br>Numérotée 4 | <b>1 part</b> |

Nombre total de parts sans valeur nominale : quatre parts.

**7.2** Les droits des membres résultent exclusivement du Contrat, des actes modificatifs dont il fera l'objet, et des cessions de parts régulièrement effectuées.

Les parts sont indivisibles à l'égard du Groupement qui ne reconnaît qu'un seul titulaire pour chacune.

Les parts ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

À chaque part d'intérêt est attaché le droit de participer aux assemblées des membres du Groupement, dans les conditions fixées par le Contrat.

## **ARTICLE 8 - FINANCEMENT**

Le financement des opérations du groupement est assuré :

- par des contributions, des cotisations ou des redevances des membres du Groupement ;
- des apports en comptes courants effectués par les membres du Groupement ;
- tout autre mode financement.

Les modalités de financement du Groupement, et notamment le montant, les modalités, la répartition et le versement des contributions, des cotisations ou des redevances des membres, les modalités des appels des versements en compte courant, sont prévues soit par le Règlement Intérieur, soit par l'assemblée générale, soit, à défaut, fixées par l'administrateur du Groupement.

## **ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES**

Les membres du Groupement bénéficient des droits et sont soumis aux obligations formulées au Contrat, et, le cas échéant, à celles formulées par le Règlement Intérieur.

Ils sont, notamment, saisis des résultats positifs ou négatifs du Groupement, de même que du solde de liquidation, dès leur constatation par l'assemblée des membres, dans les proportions et conditions fixées par les articles 22 et 25 du Contrat.

Ils participent aux assemblées générales dans les conditions fixées aux articles 17 à 19 du Contrat.

Ils ont le droit de bénéficier des services du Groupement, le cas échéant dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur, et l'obligation de contribuer aux dépenses de fonctionnement du Groupement, dans les conditions fixées par soit le Contrat soit l'assemblée générale soit le Règlement Intérieur soit l'administrateur unique.

Les membres du Groupement sont tenus des dettes de celui-ci sur leur patrimoine propre. Ils sont solidaires, sauf convention contraire avec le tiers contractant. Les créanciers du Groupement ne peuvent poursuivre le paiement des dettes contre l'un de ses membres qu'après avoir vainement mis le Groupement en demeure par acte extrajudiciaire. Dans leurs rapports entre eux, les membres du Groupement sont tenus des dettes de celui-ci, dans la proportion de leur nombre de part(s) dans le Groupement.

Ils peuvent se retirer ou être exclus du Groupement dans les conditions fixées aux articles 12 et 13 ci-après.

## **ARTICLE 10 - ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES**

Le Groupement peut admettre de nouveaux membres, à condition que ceux-ci exercent une activité économique les habilitant à faire partie d'un groupement et aient la qualité de pouvoir adjudicateur au sens de la commande publique.

L'admission d'un nouveau membre ne peut résulter que d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire. Cette admission peut être subordonnée au versement d'un droit d'entrée fixé par l'assemblée générale extraordinaire.

## **ARTICLE 11 - CESSIION DE PARTS**

Les cessions de parts doivent être constatées par écrit. La cession n'est opposable au Groupement qu'après lui avoir été signifiée ou avoir été acceptée par lui dans un acte authentique. Elle n'est opposable aux tiers qu'après publication et dépôt de l'acte de cession au Greffe du Tribunal de Commerce du siège du Groupement.

Les cessions de parts, entre membres du Groupement ou à l'égard des tiers, doivent être autorisées par une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Aucun recours n'est ouvert au membre cédant, en cas de refus d'agrément, lequel n'a pas à être motivé. Le refus d'agrément n'interdit cependant pas au membre cédant de faire valoir son droit de retrait dans les conditions prévues à l'article 12.

## **ARTICLE 12 - RETRAIT D'UN MEMBRE**

Tout membre peut se retirer du Groupement en en faisant la demande par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins à l'avance. Ce retrait ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice social au cours duquel la demande a été faite et à condition que le membre qui se retire ait exécuté toutes ses obligations à l'égard du Groupement, y compris celles qui pourraient être stipulées par le Règlement Intérieur.

Le membre qui se retire reste engagé solidairement à l'égard des créanciers du Groupement n'ayant pas renoncé à la solidarité et dont la créance est née antérieurement à la mention de son retrait au Registre du Commerce et des Sociétés.

Dans ses rapports avec le Groupement, il n'a droit qu'au remboursement du montant de son compte courant, augmenté ou diminué de sa part d'intérêt, dans les résultats positifs ou négatifs de l'exercice en cours.

Ce remboursement s'effectuera dans les trois mois de l'expiration dudit exercice.

## **ARTICLE 13 - EXCLUSION D'UN MEMBRE**

### **13.1 Fait générateur**

Sous réserve que le Groupement comporte au moins deux membres, l'exclusion d'un membre du Groupement peut être prononcée par l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions prévues à l'article 19, dans les cas suivants (à l'exclusion de tout autre) :

1° Malgré un avertissement adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par l'administrateur, le membre en cause a continué à ne pas remplir ses obligations en matière financière à l'égard du Groupement, et notamment n'a pas exécuté un appel de fonds destiné à couvrir les dépenses du Groupement.

2° Cessation d'activité de l'un des membres, que cette cessation d'activité soit prononcée par décision de justice ou décidée amiablement.

Le membre exclu reste engagé dans les mêmes conditions que le membre qui se retire et a droit au remboursement des mêmes sommes dans les mêmes conditions. Toutefois, le remboursement du montant du compte courant du membre exclu, augmenté ou diminué de sa part d'intérêt dans les résultats positifs ou négatifs de l'exercice en cours, sera réduit au prorata du temps écoulé depuis le début de cet exercice jusqu'à la prise d'effet de l'exclusion.

En outre, si le membre en cause a été exclu en raison de manquements à ses engagements financiers, il devra indemniser le Groupement du dommage causé par ses manquements. Cette indemnité s'imputera, à due concurrence, sur le remboursement qui pourra lui être dû.

### **13.2 Modalités d'exclusion**

Dans tous les cas où l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur l'exclusion, le membre susceptible d'être exclu y est convoqué par l'administrateur quinze jours à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette convocation contiendra l'exposé détaillé des motifs de l'exclusion envisagée. Le membre concerné peut faire valoir ses moyens de défense lors de l'assemblée.

Il est procédé à l'examen de son exclusion tant en sa présence qu'en son absence. S'il est présent, il pourra donner toutes explications qu'il jugera utiles. La régularisation de sa situation avant l'assemblée peut ne pas être considérée par elle-même comme susceptible d'éviter l'exclusion.

Lors de cette assemblée, la décision d'exclusion est prise à l'unanimité des membres autres que celui dont l'exclusion est envisagée (l'intéressé ne prenant pas part au vote de la décision sur son exclusion). L'intéressé ne peut par ailleurs ni donner ni recevoir aucun mandat à cette assemblée. Le vote sur l'exclusion pourra avoir lieu même en l'absence de l'intéressé.

La décision de l'assemblée n'est susceptible d'aucun recours et ne peut en aucune façon entraîner l'allocation de dommages-intérêts de la part du Groupement.

Dans tous les cas d'exclusion énoncés au présent article et sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire, le Groupement continuera d'exister entre les autres membres, s'ils sont au moins deux.

## **ARTICLE 14 - ADMINISTRATION DU GROUPEMENT**

### **14.1 Nomination, Cessation de fonctions**

Le Groupement est administré par un administrateur unique, personne physique ou personne morale, qui peut être ou non membre du Groupement.

Lorsqu'une personne morale est désignée administrateur unique, elle est tenue de désigner un représentant permanent personne physique.

L'administrateur est, au cours de la vie sociale, nommé par l'assemblée générale ordinaire des membres du Groupement. Sauf décision contraire de l'assemblée, l'administrateur est nommé pour une durée indéterminée, et les fonctions d'administrateur sont exercées gratuitement.

L'administrateur qui démissionne doit prévenir les membres du groupement trois mois à l'avance de son intention à cet égard.

L'administrateur est révocable *ad nutum*. Sa révocation est décidée par l'assemblée générale ordinaire des membres du groupement qui pourvoit à son remplacement.

### **14.2 Attributions**

L'administrateur est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom du Groupement ; il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet du Groupement et sous réserve de ceux attribués par la loi et le Contrat aux assemblées générales.

L'administrateur représente le Groupement dans ses rapports avec les tiers. Il décide des modalités de financement du Groupement et de la répartition des charges entre les membres, le cas échéant, dans les limites ou les conditions fixées par l'assemblée générale ou, le cas échéant, le Règlement Intérieur.

L'administrateur peut sous sa responsabilité conférer toute délégation de pouvoirs spéciale, temporaire ou permanente, à un ou plusieurs mandataires.

## **ARTICLE 15 – CONTRÔLEUR DE GESTION**

Le contrôle de la gestion du Groupement est assuré par une personne physique, et qui prend le titre de "contrôleur de gestion".

Le contrôleur de gestion est nommé par l'assemblée générale ordinaire des membres du Groupement pour une durée indéterminée. Il est révocable *ad nutum* par une assemblée de même nature. Les fonctions de contrôleur de gestion sont exercées gratuitement.

Le contrôleur de gestion devra recevoir chaque année de l'administrateur, un rapport sur la marche des affaires du Groupement et sur la situation de ce dernier.

Dans le délai prévu pour la convocation de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos, le contrôleur de gestion, au vu des documents comptables afférents à cet exercice et des conventions et marchés passés au cours dudit exercice, doit établir un rapport relatant et appréciant la gestion de l'administrateur.

Ce rapport est communiqué à l'administrateur, et il doit en être donné lecture à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice.

A toute époque de l'année, le contrôleur de gestion opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns, et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

#### **ARTICLE 16 – CONTRÔLE DES COMPTES**

Le contrôle des comptes est assuré par un contrôleur des comptes dans les conditions fixées au présent article.

Le contrôleur des comptes est nommé pour une durée de six exercices par l'assemblée générale ordinaire des membres du Groupement.

Le contrôleur des comptes certifie la régularité et la sincérité de l'inventaire, du bilan, du compte de résultats ; à cet effet, ces documents, ainsi que le rapport de l'administrateur sur les opérations de l'exercice lui sont communiqués 45 jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

Le contrôleur des comptes a pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion du Groupement, de vérifier les livres et les valeurs du Groupement et de contrôler la régularité et la sincérité de ses comptes. Il peut, à toute époque de l'année, opérer toute vérification ou tout contrôle qu'il juge opportun et se faire communiquer sur place les pièces qu'il estime utiles à l'exercice de sa mission. S'il y a lieu, il porte à la connaissance de l'administrateur et du contrôleur de gestion, le résultat de ses investigations et de ses observations.

Il établit un rapport sur l'accomplissement de sa mission, qu'il présente à l'assemblée générale annuelle des membres du Groupement.

#### **ARTICLE 17 - ASSEMBLÉES - RÈGLES GÉNÉRALES**

Les membres du Groupement se réunissent en assemblée générale, qui est dénommée extraordinaire lorsqu'il y a lieu de modifier les dispositions du Contrat et du Règlement Intérieur, d'agréer de nouveaux adhérents ou des cessions de parts, de statuer sur l'exclusion d'un membre, de prévoir des nouveaux modes de financement du Groupement, de dissoudre le Groupement, et qui prend le nom d'assemblée générale ordinaire dans tous les autres cas.

L'assemblée générale est convoquée par l'administrateur, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un quart au moins des membres du Groupement ; elle peut également être convoquée par le contrôleur de gestion ou par le commissaire aux comptes lorsque ceux-ci l'estiment nécessaire.

En cas de liquidation, elle est convoquée par le ou les liquidateurs.



Les convocations sont faites par courrier électronique ou par lettre simple ou recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque membre du Groupement, cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toutefois, l'assemblée peut se tenir sans formalités ni délai de convocation si tous les membres du Groupement sont présents et acceptent expressément cette dérogation aux dispositions du présent article.

Aux convocations doivent être joints l'ordre du jour de l'assemblée. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

La réunion se tient soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les réunions peuvent également se tenir par conférence téléphonique ou visio-conférence permettant l'identification des membres et garantissant leur participation effective.

L'assemblée générale se compose de tous les membres du Groupement. Les personnes morales y sont représentées par leurs représentants légaux ou des mandataires spécialement désignés par ceux-ci. Un membre du Groupement peut donner pouvoir à un autre membre de le représenter à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est en principe présidée par l'administrateur, ou à défaut, par l'un des membres du Groupement désigné par l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président de séance.

Ces procès-verbaux sont réunis dans un registre tenu au siège. Les copies ou extraits sont certifiés par l'administrateur.

#### **ARTICLE 18 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des parts détenues par les membres du Groupement. Toutefois, si le Groupement venait à ne comprendre que deux membres, les décisions seraient alors prises à l'unanimité.

L'assemblée générale ordinaire entend les rapports de l'administrateur, du contrôleur de gestion et du contrôleur des comptes, discute, approuve ou redresse les comptes, approuve la répartition des charges entre les membres, constate l'appréhension des résultats par chacun des membres et fixe le montant des sommes qui peuvent être reversées en compte courant, nomme et révoque le contrôleur de gestion, et délibère sur toutes propositions de résolutions portées à l'ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice doit être réunie dans les six premiers mois de l'exercice suivant.

## **ARTICLE 19 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des parts détenues par les membres du groupement, à l'exception des décisions dont les statuts prévoient qu'elles doivent être prises à une majorité différente.

Toutefois, si le Groupement venait à ne comprendre que deux membres, toutes les décisions doivent alors être prises à l'unanimité.

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier le Contrat dans toutes ses dispositions ainsi que le Règlement Intérieur, proroger ou réduire la durée du Groupement ou le dissoudre par anticipation. Elle autorise les cessions de parts ; elle statue sur les exclusions de membres et sur l'entrée de nouveaux membres dans le Groupement ; elle peut décider des modalités de financement du Groupement autres que ceux fixés à l'article 7 et, le cas échéant, par le Règlement Intérieur.

## **ARTICLE 20 - EXERCICE**

L'exercice du Groupement, d'une durée de douze mois, commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation du Groupement au Registre du commerce et des sociétés, pour se terminer le 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 21 - COMPTES**

Il sera tenu une comptabilité régulière des opérations du Groupement.

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale et le compte de résultats ainsi que le bilan sont soumis, par l'administrateur à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans le délai fixé à l'article 18 ci-dessus, après avoir été soumis au contrôleur de gestion et au contrôleur des comptes, le tout ainsi qu'il est dit aux articles 15 et 16 ci-dessus.

Les documents ci-dessus, et le texte des résolutions proposées par l'auteur de la convocation, sont tenus à la disposition des membres du Groupement au siège, en même temps que l'envoi de la convocation et jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée.

Les comptes sont établis, pour chaque exercice social, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation, sauf si des modifications sont approuvées expressément par l'assemblée générale.

Les provisions et amortissements doivent être faits conformément aux usages comptables.

## **ARTICLE 22 – CLOTURE DES COMPTES**

Le but du Groupement n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même.

En conséquence, les bénéfices et déficits de l'exercice, tels qu'ils apparaissent à la clôture de celui-ci, deviennent la propriété ou la charge de chaque membre, dès leur constatation.

La répartition du solde de l'exercice entre les membres du Groupement se fait proportionnellement au nombre de parts détenues par chacun d'eux sauf si le règlement intérieur ou l'assemblée générale ordinaire en dispose autrement.

Le résultat intermédiaire déterminé en fin d'exercice social étant ramené à zéro après régularisation des charges et produits réels entre les membres lors de la clôture des comptes, cet article ne devrait trouver à s'appliquer que dans une situation exceptionnelle.

L'assemblée générale ordinaire peut décider que les membres laisseront à la disposition du Groupement au moyen d'un virement en compte courant non productif d'intérêt, tout ou partie de la somme qui leur reviendrait en cas de solde positif.

En cas de solde négatif de l'exercice, chaque membre pourra être tenu, si l'assemblée générale ordinaire le décide, de verser dans la caisse du Groupement et dans le délai d'un mois à compter du jour de la date de l'assemblée ayant approuvé les comptes, une somme égale au montant de la perte à sa charge. L'assemblée pourra également décider de ne pas faire des appels de fonds auprès de ses membres dans l'hypothèse de solde négatif.

### **ARTICLE 23 - TRANSFORMATION DU GROUPEMENT**

Le Groupement peut être transformé en une structure d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi, à l'unanimité des membres du Groupement.

### **ARTICLE 24 - DISSOLUTION**

Le Groupement est dissous par :

- L'arrivée du terme.
- La réalisation ou l'extinction de son objet.
- Une décision de l'assemblée générale extraordinaire.
- Une décision judiciaire pour de justes motifs.
- Au cas où, pour quelque cause que ce soit et notamment réunion de toutes les parts en une seule main ou à la suite du retrait ou de l'exclusion de tous les autres membres, le Groupement viendrait à ne plus comprendre qu'un seul membre.

Cependant, la dissolution, ou la liquidation judiciaire de l'un des membres du Groupement n'entraînent pas la dissolution du Groupement qui continue d'exister entre les autres membres.

Ces règles sont applicables même au cas où les circonstances énoncées dans les deux paragraphes ci-dessus viendraient à toucher plusieurs membres du Groupement sauf deux.

## **ARTICLE 25 - LIQUIDATION**

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation. La dénomination doit alors être suivie de la mention "groupement en liquidation" ainsi que de l'indication du nom du ou des liquidateurs.

Les pouvoirs de l'administrateur prennent fin à compter de la date de la dissolution du Groupement. Néanmoins, la personnalité de ce dernier subsiste pour les besoins de sa liquidation.

Un ou plusieurs liquidateurs, désignés par l'assemblée qui a prononcé la dissolution ou par décision judiciaire, sont chargés de réaliser la liquidation.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser l'actif du Groupement, d'acquitter le passif et de mener à leur terme toutes les opérations engagées par le Groupement. Les modalités de la liquidation sont fixées par la décision qui nomme les liquidateurs.

Sauf décision contraire de l'assemblée, la mission du contrôleur de gestion et du contrôleur des comptes, prend fin.

A la fin des opérations de liquidation, les membres du Groupement sont réunis en assemblée à l'effet de statuer sur les comptes, de donner quitus au ou aux liquidateurs et de déclarer la clôture de la liquidation.

Après paiement des dettes, l'excédent éventuel d'actif est réparti entre les membres du Groupement au prorata de leur nombre de part(s) dans le Groupement. Au cas d'insuffisance d'actif, l'excédent du passif est supporté dans la même proportion, par les membres du Groupement.

## **ARTICLE 26 - RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Il peut être établi un Règlement Intérieur réglant et précisant les droits et obligations dont bénéficient et qu'assument les membres du Groupement dans le cadre du Contrat.

Le Règlement Intérieur, s'il est adopté lors de sa constitution, doit l'être à l'unanimité des membres du Groupement. Ultérieurement, le Règlement Intérieur est adopté et modifié par l'assemblée générale extraordinaire des membres du Groupement ainsi qu'il est dit à l'article 19 du Contrat.

Les membres du Groupement, par le seul fait de l'adoption du Règlement Intérieur, s'obligent à en respecter les clauses et les conditions.

## **ARTICLE 27 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée du Groupement ou de sa liquidation, soit entre les membres, l'administrateur et le Groupement, soit entre les membres eux-mêmes et relatives à des affaires liées à l'existence du Groupement lui-même, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège du Groupement.

À cet effet, au cas de contestation, chacune des personnes intéressées, énoncées ci-dessus, est tenue de faire élection de domicile dans le ressort de ces tribunaux, toute assignation ou signification sera régulièrement faite à ce domicile élu, sans que leur domicile réel soit pris en considération.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège du Groupement.

## **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

*Important : les présentes stipulations transitoires ne font pas partie intégrante du Contrat et pourront ne pas être reproduites dans les mises à jour successives du Contrat après l'immatriculation du Groupement au registre du commerce et des sociétés.*

## **ARTICLE 28 – NOMINATION DU PREMIER ADMINISTRATEUR**

Est nommé en qualité de premier administrateur du Groupement pour une durée indéterminée :

**SAUMUR AGGLOPROPRETE, société anonyme nationale à conseil d'administration**, au capital de 100.000 €, dont le siège social est 201 Bd Jean Moulin 49400 SAUMUR, enregistrée au RCS d'Angers, sous le n° B 794 885 913  
Représentée par [X],

(X), pour son compte et pour le compte de SOCIETE SAUMUR AGGLOPROPRETE, , a fait savoir à l'avance qu'il (elle) acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

## **ARTICLE 29- NOMINATION DU CONTRÔLEUR DE GESTION**

Est nommé contrôleur de gestion pour une durée indéterminée :

[personne physique]

[X], ainsi nommé(e) fait savoir qu'il acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

### **ARTICLE 30 – NOMINATION DU CONTROLEUR DES COMPTES**

Est nommé en qualité de contrôleur des comptes pour une période de six (6) exercices :

[X]

La société ainsi nommée, a fait savoir qu'elles acceptaient les fonctions qui leur sont confiées et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

### **ARTICLE 31 - DÉPÔT ET IMMATRICULATION**

Pour toutes les formalités de constitution du Groupement et notamment d'enregistrement, de dépôt et d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie du Contrat.

Le Groupement jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Fait en autant d'exemplaires que requis par la loi

A Saumur, le

« Lu et approuvé »  Pour la SOCIETE SAUMUR AGGLOPROPRETE	« Lu et approuvé »  Pour la SOCIETE SAUMUR AGGLOBUS
« Lu et approuvé »  Pour la SOCIETE SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME	« Lu et approuvé »  Pour la SOCIETE AGGLO-ENVIRONNEMENT (SEMA-E)